

Le plan de déstabilisation de la Syrie

par Thierry Meyssan

Les opérations conduites contre la Libye et la Syrie mobilisent les mêmes acteurs et les mêmes stratégies. Mais leurs résultats sont très différents car ces États ne sont pas comparables. Thierry Meyssan analyse ce demi-échec des forces coloniales et contre-révolutionnaires et pronostique un nouveau retour de balancier dans le monde arabe.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 14 JUIN 2011

ITALIANO DEUTSCH



Le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé et son homologue états-unienne Hillary Clinton, le 6 juin à Washington.

© Département d'État.

La tentative de renversement du gouvernement syrien ressemble par bien des points à ce qui a été entrepris en Libye, cependant les résultats sont forts différents en raison de particularités sociales et politiques. Le projet de casser simultanément ces deux États avait été énoncé le 6 mai 2002 par John Bolton alors qu'il était sous-secrétaire d'État de l'administration Bush, sa mise en œuvre par l'administration Obama 9 ans plus tard, dans le contexte du réveil arabe, ne va pas sans problèmes.

Comme en Libye, le plan de départ visait à susciter un coup d'État militaire, mais il s'est vite avéré impossible faute de trouver les officiers nécessaires. Selon nos informations, un plan identique avait également été envisagé pour le Liban. En Libye, le complot avait été éventé et le colonel Kadhafi avait fait arrêter le colonel Abdallah Gehani [1]. Dans tous les cas, le plan originel a été revu dans le contexte inattendu du « *printemps arabe* ».

L'action militaire

L'idée principale était alors de provoquer des troubles dans une zone très délimitée et d'y proclamer un émirat islamique qui puisse servir de base au démantèlement du pays. Le choix du district de Daraa s'explique parce qu'il est frontalier de la Jordanie et du Golan occupé par Israël. Il aurait été ainsi possible d'approvisionner les sécessionnistes.

Un incident a été créé artificiellement en demandant à des lycéens de se livrer à des provocations. Il a fonctionné au delà de toutes espérances compte tenu de la brutalité et de la bêtise du gouverneur et du chef de la police locale. Lorsque des manifestations ont débuté, des francs-tireurs ont été placés sur les toits pour tuer au hasard à la fois dans la foule et parmi les forces de l'ordre ; un scénario identique à celui utilisé à Benghazi pour susciter la révolte.

D'autres affrontements ont été planifiés, chaque fois dans des districts frontaliers pour garantir une base arrière, d'abord à la frontière du Nord du Liban, puis à celle de la Turquie.

Les combats ont été menés par des unités de petite taille, composés souvent d'une quarantaine d'hommes, mêlant des individus recrutés sur place et un encadrement de mercenaires étrangers issus des réseaux du prince saoudien Bandar bin Sultan. Bandar lui-même est venu en Jordanie, où il a supervisé le début des opérations en relation avec des officiers de la CIA et du Mossad.

Mais la Syrie n'est pas la Libye et le résultat y a été inverse. En

effet, alors que la Libye est un État créé par les puissances coloniales en mariant de force la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzam, la Syrie est une nation historique qui a été réduite à sa plus simple expression par ces mêmes puissances coloniales. La Libye est donc spontanément en proie à des forces centrifuges, tandis qu'au contraire la Syrie attire des forces centripètes qui espèrent reconstituer la Grande Syrie (laquelle comprend la Jordanie, la Palestine occupée, le Liban, Chypre, et une partie de l'Irak). La population de l'actuelle Syrie ne peut que s'opposer aux projets de partition.

Par ailleurs, on peut comparer l'autorité du colonel Kadhafi et celle d'Hafez el- Assad (le père de Bachar). Ils sont arrivés au pouvoir dans la même période et ont usé de leur intelligence et de la brutalité pour s'imposer. Au contraire, Bachar el-Assad n'a pas pris le pouvoir, et n'envisageait pas non plus d'en hériter. Il a accepté cette charge à la mort de son père parce que son frère était décédé et que seule sa légitimité familiale pouvait prévenir une guerre de succession entre les généraux de son père. Si l'armée est venue le chercher à Londres où il exerçait paisiblement la profession d'ophtalmologue, c'est son peuple qui l'a adoubé. Il est incontestablement le leader politique le plus populaire du Proche-Orient. Jusqu'il y a deux mois, il était aussi le seul qui se déplaçait sans escorte, et ne rechignait pas aux bains de foule.

L'opération militaire de déstabilisation de la Syrie et la campagne de propagande qui l'a accompagnée ont été organisées par une coalition d'États sous coordination US, exactement comme l'OTAN coordonne des États membres ou non-membres de l'Alliance pour bombarder et stigmatiser la Libye. Comme indiqué plus haut, les mercenaires ont été fournis par le prince Bandar bin Sultan, qui a du coup été contraint d'entreprendre une tournée internationale jusqu'au Pakistan et en Malaisie pour grossir son armée personnelle déployée de Manama à Tripoli. On peut citer aussi à titre d'exemple l'installation d'un centre de télécommunication *ad hoc* dans les locaux du ministère libanais des Télécoms.

Loin de dresser la population contre le « régime », ce bain de sang a provoqué un sursaut national autour du président Bachar

el-Assad. Les Syriens, conscients qu'on cherche à les faire basculer dans la guerre civile, ont fait bloc. La totalité des manifestations anti-gouvernementales a réuni entre 150 000 et 200 000 personnes sur une population de 22 millions d'habitants. Au contraire, les manifestations pro-gouvernementales ont rassemblé des foules comme le pays n'en avait jamais connues.

Les autorités ont réagi aux événements avec sang-froid. Le président a enfin engagé les réformes qu'il souhaitait entreprendre depuis longtemps et que la majorité de la population freinait de peur qu'elles n'occidentalisent la société. Le parti Baas a accepté le multipartisme pour ne pas sombrer dans l'archaïsme. L'armée n'a pas réprimé les manifestants —contrairement à ce que prétendent les médias occidentaux et saoudiens— mais a combattu les groupes armés. Malheureusement, ses officiers supérieurs ayant été formés en URSS n'ont pas fait preuve de ménagement pour les civils pris entre deux feux.

La guerre économique

La stratégie occidental-saoudienne a alors évolué. Washington se rendant compte que l'action militaire ne parviendrait pas à plonger à court terme le pays dans le chaos, il a été décidé d'agir sur la société à moyen terme. L'idée est que la politique du gouvernement al-Assad était en train de créer une classe moyenne (seule garantie effective de démocratie) et qu'il est possible de retourner cette classe moyenne contre lui. Pour cela, il faut provoquer un effondrement économique du pays.

Or, la principale ressource de la Syrie est son pétrole, même si sa production n'est pas comparable en volume à celle de ses riches voisins. Pour le commercialiser, il a besoin de disposer d'*assets* dans les banques occidentales qui servent de garanties durant les transactions. Il suffit de geler ces avoirs pour tuer le pays. Il convient donc de noircir l'image de la Syrie pour faire admettre aux populations occidentales des « *sanctions contre le régime* ».

En principe, le gel d'avoirs nécessite une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais celle-ci est improbable. La Chine

qui a déjà été contrainte de renoncer à son droit de veto lors de l'attaque de la Libye sous peine de perdre son accès au pétrole saoudien ne pourrait probablement pas s'y opposer. Mais la Russie pourrait le faire, faute de quoi en perdant sa base navale en Méditerranée elle verrait sa flotte de Mer Noire étouffer derrière les Dardanelles. Pour l'intimider, le Pentagone a déployé le croiseur *USS Monterrey* en Mer Noire, histoire de montrer que de toute manière les ambitions navales russes sont irréalistes.

Quoi qu'il en soit, l'administration Obama peut ressusciter le *Syrian Accountability Act* de 2003 pour geler les avoirs syriens sans attendre une résolution de l'ONU et sans requérir un vote du Congrès. L'histoire récente a montré, notamment à propos de Cuba et de l'Iran, que Washington peut aisément convaincre ses alliés européens de s'aligner sur les sanctions qu'il prend unilatéralement.

C'est pourquoi aujourd'hui le vrai enjeu se déplace du champ de bataille vers les médias. L'opinion publique occidentale prend d'autant plus facilement des vessies pour des lanternes qu'elle ne connaît pas grand-chose de la Syrie et qu'elle croit à la magie des nouvelles technologies.

La guerre médiatique

En premier lieu, la campagne de propagande focalise l'attention du public sur les crimes imputés au « régime » pour éviter toute question à propos de cette nouvelle opposition. Ces groupes armés n'ont en effet rien de commun avec les intellectuels contestataires qui rédigèrent la *Déclaration de Damas*. Ils viennent des milieux extrémistes religieux sunnites. Ces fanatiques récusent le pluralisme religieux du Levant et rêvent d'un État qui leur ressemble. Ils ne combattent pas le président Bachar el-Assad parce qu'ils le trouvent trop autoritaire, mais parce qu'il est alaouite, c'est-à-dire à leurs yeux hérétique.

Dès lors, la propagande anti-Bachar est basée sur une inversion de la réalité.

À titre d'exemple divertissant, on retiendra la cas du blog « *Gay Girl in Damascus* » créé en février 2011. Ce site internet édité en anglais par la jeune Amina est devenu une source pour beaucoup de médias atlantistes. L'auteure y décrivait la difficulté pour une jeune lesbienne de vivre sous la dictature de Bachar et la terrible répression de la révolution en cours. Femme et gay, elle jouissait de la sympathie protectrice des internautes occidentaux qui se mobilisèrent lorsqu'on annonça son arrestation par les services secrets du « régime ».

Toutefois, il s'avéra qu'Amina n'existait pas. Piégé par son adresse IP, un « étudiant » états-unien de 40 ans Tom McMaster était le véritable auteur de cette mascarade. Ce propagandiste, censé préparer un doctorat en Écosse, était présent lors du congrès de l'opposition pro-occidentale en Turquie qui appela à une intervention de l'OTAN. Et il n'y était évidemment pas en qualité d'étudiant [2].

Le plus surprenant dans l'histoire n'est pas la naïveté des internautes qui ont cru aux mensonges de la pseudo-Amina, mais la mobilisation des défenseurs des libertés pour défendre ceux qui les combattent. Dans la Syrie laïque, la vie privée est sanctuarisée. L'homosexualité, interdite dans les textes, n'est pas réprimée. Elle peut être difficile à vivre au sein de la famille, mais pas dans la société. Par contre, ceux que les médias occidentaux présentent comme des révolutionnaires et que nous considérons au contraire comme des contre-révolutionnaires sont, eux, violemment homophobes. Ils se proposent même d'instaurer des châtiments corporels, voire pour certains la peine de mort, pour punir ce « vice ».

Ce principe d'inversion est appliqué à grande échelle. On se souvient des rapports des Nations Unies sur la crise humanitaire en Libye : des dizaines de milliers de travailleurs immigrés fuyant le pays pour échapper aux violences. Les médias atlantistes en avaient conclu que le « régime » de Kadhafi doit être renversé et qu'il faut soutenir les insurgés de Benghazi. Or, ce n'est pas le gouvernement de Tripoli qui était responsable de ce drame, mais les soi-disant révolutionnaires de Cyrénaïque qui faisaient la

chasse aux Noirs. Animés par une idéologie raciste, ils les accusaient d'être tous au service du colonel Kadhafi et en lynchaient quand ils en attrapaient un.

En Syrie, les images des groupes armés postés sur les toits qui tirent au hasard à la fois dans la foule et sur les forces de l'ordre sont diffusées par les télévisions nationales. Mais ces mêmes images sont reprises par les chaînes occidentales et saoudiennes pour attribuer ces crimes au gouvernement de Damas.

En définitive le plan de déstabilisation de la Syrie fonctionne imparfaitement. Il a convaincu l'opinion publique occidentale que ce pays est une terrible dictature, mais il a soudé l'immense majorité de la population derrière son gouvernement. Finalement cela pourrait devenir dangereux pour les concepteurs du plan, notamment pour Tel-Aviv. Nous venons d'assister en janvier-février 2011 à une vague révolutionnaire dans le monde arabe, suivie en avril-mai d'une vague contre-révolutionnaire. Le balancier n'a pas terminé son mouvement.

Thierry Meyssan

[1] « [La France préparait depuis novembre le renversement de Kadhafi](#) », par Franco Bechis, *Réseau Voltaire*, 24 mars 2011.

[2] « [Propagande de guerre : la bloggeuse gay de Damas](#) », *Réseau Voltaire*, 13 juin 2011

Source : « [Le plan de déstabilisation de la Syrie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 juin 2011, www.voltairenet.org/a170456